



Zones de libre-échange dans le monde : Flux, enjeux et perspectives

Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie

Sommaire

Éditorial	2
Entretien avec Lukas Kupfernagel, KAS Ethiopie et Union Africaine.....	3
Les zones de libre échange.....	6
L'Algérie et la ZLECAF.....	8
L'Union Européenne et le MERCOSUR.....	10
Les échanges internationaux ralentissement.....	12
L'économie allemande en 2024.....	14
État des échanges algéro-allemands.....	16

Éditorial

Chers lecteurs,

Vous avez dans vos mains la troisième édition du magazine KAS ECO qui se consacre à un volet économique de grande importance : le commerce et les relations économiques régionales et internationales.

Un fondement fort de la richesse économique est le niveau de son intégration dans la mondialisation et la répartition internationale du travail. Des marchés ouverts, un des principes primordiaux de l'économie sociale de marché allemande, a établi un cadre de coopération économique dans lequel, l'économie allemande est devenue non seulement un champion d'export, mais aussi considérablement intégrée et diversifiée internationalement. C'est pourquoi, dans cette édition, on entame des sujets qui décrivent l'état des lieux et les perspectives commerciales des économies en Algérie et en Allemagne.

La situation de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et son potentiel pour la dynamique économique est passée au peigne fin, comme l'état des lieux du commerce intra-maghrébin et bien entendu, celui avec le marché commun de l'Union Européenne. Et pour finir avec un bon mot de Konrad Adenauer de l'année 1962 : « Dans le moment où on n'exporte plus assez, on peut fermer la boîte ». C'est pour cela qu'il faut contribuer à un encadrement économique qui facilite et impulse l'échange commercial, avec une vision qui pourraient lier les économies algériennes et allemandes pour le bien-être de nos peuples. Et pour ne pas sous-estimer la fonction paisible, qu'une coopération économique étroite et durable peut avoir sur les relations entre nos deux pays.

On vous souhaite une bonne lecture de KAS Éco No. 3.

Matthias Schäfer

Directeur

Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie

*Pour plus de détails
sur la fondation
Konrad Adenauer en
Algérie, merci de
visiter le site suivant :
www.kas.de/algerien*



L'entretien

Lukas Kupfernagel

Chef du bureau Éthiopie et Union africaine à Addis-Abeba

« L'Algérie peut diversifier ses propres voies commerciales et s'affirmer en tant que puissance commerciale régionale »

Avant d'occuper votre poste actuel, vous étiez responsable des États d'Afrique du Nord. Peut-on connaître votre évaluation des échanges dans cette zone et son intégration dans les chaînes de valeurs internationales.

Même si les pays d'Afrique du Nord disposent de toutes les conditions de base pour devenir des acteurs clés du commerce international et de la création de valeur, leur engagement dans ce domaine n'est malheureusement pas assez exploité et les potentiels existants sont peu ou pas utilisés.

Les pays nord-africains commercent très peu entre eux, mais échangent plus avec l'Europe et d'autres zones économiques dans le monde. D'autre part, leurs échanges sont dérisoires avec les autres pays africains. Partagez-vous ce constat ? Si c'est oui, comment expliquez-vous cet état de fait ?

Traditionnellement, cette appréciation est tout à fait correcte et est surtout liée à l'histoire coloniale et aux interdépendances qui en ont découlé. En outre, la Méditerranée est toujours un creuset de cultures et, par conséquent, d'échanges commerciaux. Historiquement, le commerce africain nord-sud existait déjà, mais il a surtout glissé vers la contrebande au cours des dernières décennies. Depuis quelques années, l'Algérie, l'Égypte et le Maroc ont toutefois découvert le potentiel du marché africain et s'engagent de plus en plus économiquement dans les pays voisins du Sud.

L'Allemagne compte développer ses activités dans les pays nord-africains et même au-delà. Qu'en est-il aujourd'hui et quelles sont les perspectives à court et moyen terme. Et en dehors de l'énergie, quelles opportunités avec l'Algérie ?

L'Allemagne a un grand avantage dans tous les pays d'Afrique du Nord et c'est l'absence d'héritage colonial et une bonne réputation traditionnelle, due principalement à la marque "Made in Germany". C'est pourquoi je pense qu'un dialogue sérieux et respectueux autour d'intérêts communs est un premier début pour découvrir des intérêts communs. Lors de ma dernière visite en Algérie, j'ai fait la connaissance d'un grand nombre de fondateurs intéressants qui cherchent de nouveaux débouchés pour leurs produits. L'Allemagne doit se renouveler dans de nombreux domaines et ce sont précisément ces créateurs qui pourraient aider le secteur privé et le secteur public à y parvenir. Pour cela, il faut une certaine disposition à prendre des risques et beaucoup de confiance.

Vous êtes actuellement chef de bureau de l'Éthiopie et de l'Union africaine. Quelle est votre appréciation des échanges socio-économiques intra-africains et quel bilan faites-vous de la zone de libre échanges continentale (ZLECAF).

Un accord de libre-échange n'est pas un projet simple pour qu'il devienne opérationnel en quelques années. La ZLECAF été lancé en 2018 et fait partie intégrante de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Pour l'instant, de nombreux États membres sont encore sceptiques quant à l'ouverture des marchés et les entreprises ont besoin de temps pour se préparer. Dans le même temps, il est essentiel de développer l'infrastructure logistique afin de relier l'Afrique du Nord à l'Afrique de l'Est, par exemple, et de réformer fondamentalement le secteur bancaire pour que les investissements et le commerce sur le continent soient rentables. Ce ne sont là que quelques défis, et il y en a bien d'autres, mais je pense que l'accord de libre-échange changera l'avenir de l'Afrique de manière durable si l'on accorde du temps à l'Union africaine et aux États membres et si l'on fait preuve de patience.

Quels sont les atouts dont disposent les pays africains pour une meilleure intégration dans les chaînes de valeurs mondiales. Et quels sont les inconvénients pour une intégration régionale et internationale.

L'un des avantages est la résilience des différentes populations et la démographie, qui peut tout à fait constituer un avantage comparatif par rapport à d'autres régions. Cependant, les évolutions démographiques constituent en même temps une menace pour d'autres conflits qui entravent le développement. Le souhait d'une plus grande "appropriation" de l'Afrique dans de nombreux domaines est définitivement un avantage, ce souhait doit maintenant être institutionnalisé, par exemple dans un mandat plus fort de l'Union africaine et un principe de subsidiarité mieux formulé.

En tant que chef de bureau de l'Éthiopie, pouvez-vous nous donner un aperçu sur les atouts dont dispose le pays puisqu'il a été intégré dans les BRICS et à quoi cela va-t-il le servir.

Je pense qu'on ne peut pas en déduire une motivation générale des différents pays à rejoindre les BRICS. Dans le cas de l'Éthiopie, c'est en tout cas le désir de participer à de nouveaux marchés. Les liens avec la Chine et les Émirats Arabes Unis (EAU), ainsi qu'avec l'Arabie saoudite, sont déjà excellents, mais l'Inde est un marché très intéressant et peut même, le cas échéant, être considérée comme une sorte de modèle pour la confiance en soi renforcée et la pertinence globale d'un ancien pays en développement - bien plus que les partenaires existants mentionnés ci-dessus. Un point important à ne pas négliger est la possi-

bilité d'accéder à de nouveaux financements grâce à la "nouvelle banque de développement" et de ne plus dépendre entièrement des instruments financiers existants. Enfin, dans le cas de l'Éthiopie, l'ambition d'être une puissance de premier plan - en tant que membre du cercle des BRICS, elle l'est.

Le commerce mondial est pris en otage par des conflits géopolitiques importants et une redistribution des cartes est chaque jour observée. Est-ce le début de la démondialisation et de la fin de la globalisation des échanges ? Qu'en pensez-vous ? Que préconisez-vous pour des pays comme l'Algérie et l'Allemagne ?

Les changements géopolitiques sont évidents et modifient naturellement les marges de manœuvre pour les puissances commerciales traditionnelles comme pour les nouveaux acteurs émergents. La situation actuelle en mer Rouge nous montre la vulnérabilité des routes commerciales traditionnelles (comme c'était déjà le cas lorsque le canal de Suez était bloqué par le naufrage de l'Evergreen), les conflits menacent bien sûr aussi les acquis. Et surtout sur le continent africain, malheureusement désavantagé géographiquement par les déserts, les montagnes et le peu de voies navigables continentales, la multitude de conflits, de coups d'État et d'alliances changeantes apporte une insécurité. Néanmoins, je ne pense pas que nous ayons à craindre une démondialisation, mais plutôt une diversification des partenariats, qui changeront constamment. Pour un pays comme l'Allemagne, qui a entretenu pendant des décennies une relation de partenariat plus ou moins statique avec de nombreux États, il s'agira d'un changement, car de nombreuses offres apparaîtront grâce à de nouveaux débouchés. Pour l'Algérie, je vois cependant la possibilité de diversifier ses propres voies commerciales et de jouer également un rôle plus important en tant que puissance commerciale, du moins au niveau régional. Bien sûr, en tant qu'Allemand, j'espère que nos offres resteront attractives, mais il faudra beaucoup travailler dans ce domaine. La carte géopolitique et commerciale du monde sera constamment redessinée au cours des prochaines années - mais je ne vois pas la fin de la mondialisation.



Entreprises & Marchés

Avec de nombreux avantages pour les pays participants

Près de 150 zones de libre-échanges opèrent dans le monde en 2024

Une zone de libre-échange est une région géographique où des pays s'accordent pour éliminer les barrières tarifaires et réduire les obstacles non tarifaires au commerce. Les pays membres suppriment de fait les droits de douanes sur les produits échangés entre eux et facilitent ainsi les échanges commerciaux. La mise en place d'une zone de libre-échange se fait généralement par le biais d'accords entre les pays participants en définissant les règles et les engagements mutuels pour promouvoir le commerce entre eux. Et contrairement à l'union douanière où les pays membres adoptent un tarif extérieur commun applicable à tous les pays tiers ; chaque pays membre dans une zone de libre-échange conserve sa propre politique commerciale vis-à-vis des pays tiers. Il existe actuellement près de 150 zones de libre-échanges dans le monde, selon les données de l'organisation mondiale du commerce (OMC). Parmi les nombreux avantages qu'offrent les zones de libre-échange, on peut citer la baisse des prix des biens et des services. En effet, la concurrence due à l'importation de produits étrangers permet aux consommateurs de disposer de plus de choix et pousse les prix ainsi à la baisse. D'autre part, et face à la concurrence internationale, les producteurs locaux se spécialisent dans les productions où ils sont les plus efficaces, augmentent leur productivité et leur compétitivité sur le marché globalisé. Les zones de libre-échange en attirant les investissements directs étrangers (IDE) et en facilitant les échanges commerciaux, stimulent la croissance économique.

Parmi les zones de libre-échange, on peut citer l'Union européenne, qui a mis une zone de libre-échange de biens et de services entre ses Etats membres, ce qui en fait un exemple notoire d'accord multilatéral. La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), de part son nombre important de pays membres et de son marché peut aussi à l'avenir stimuler la croissance économique sur le continent.

Voici quelques-unes des principales zones de libre-échange dans le monde qui ont des implications économiques et commerciales significatives, et qui visent à stimuler la croissance et la coopération entre les pays participants.

- **RCEP (Partenariat économique régional global)** : Signé en 2020, le RCEP est le plus grand accord de libre-échange au monde. Il regroupe la Chine et 14 pays de la région Asie-Pacifique. Le RCEP contribue à environ 30 % du PIB mondial.
- **ALENA (Accord de libre-échange nord-américain)** : L'ALENA est un accord entre les États-Unis, le Canada et le Mexique depuis 1994. Il représente environ 28 % du PIB mondial.
- **UE (Union européenne)** : L'UE, composée de 27 pays, représente actuellement environ 18 % de la production économique mondiale.
- **Mercosur (Marché commun du Sud)** : Le Mercosur, qui comprend l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay et le Venezuela, fait partie des principales zones de libre-échange au monde avec 300 millions de personnes. Elle est classée 4e place mondiale en terme de taille économique. Les échanges au sein de la zone s'élèvent à plus de 16 milliards de dollars et représente 80% du PIB de l'Amérique du Sud.
- **AELE (Association européenne de libre-échange)** : L'AELE est un accord entre la Norvège, l'Islande, la Suisse et le Liechtenstein. Bien que moins connue, elle joue un rôle important dans le commerce international.
- **ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est)** : L'ASEAN regroupe l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Brunéi Darussalam, le Vietnam, la Birmanie et le Laos, ainsi que le Cambodge. Elle facilite les échanges dans la région asiatique.
- **ZLECAF (Zone de libre-échange continentale africaine)** : 31 pays, dont l'Algérie se sont joints à l'initiative de commerce guidé de la zone de libre-échange continentale africaine. La ZLECAF devrait stimuler le commerce intra-africain de 52,3% d'ici 2025. Selon le FMI, elle augmentera les revenus du continent jusqu'à 450 milliards de dollars d'ici 2035 et sortir 30 millions d'africains de l'extrême pauvreté d'ici 2035. Forte d'un marché attractif de 1,3 milliard de consommateurs potentiels, la ZLECAF vise à créer un marché unique africain et booster l'économie.



Entreprises & Marchés

Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAF)

Une aubaine pour les exportations algériennes hors-hydrocarbures

Convaincue de l'importance de la complémentarité économique africaine, l'Algérie a signé le 21 mars 2018, à Kigali (Rwanda), l'accord prévoyant la création de la ZLECAF ainsi que les trois protocoles d'Accord relatifs au commerce des marchandises, au commerce des services et celui relatif au règlement des différends et a engagé formellement la procédure de la ratification de l'Accord ZLECAF le 28 février 2020. Elle a promulgué, le 29 décembre 2020, la loi portant approbation de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine. Une zone qui s'est donné comme objectifs de limiter la contraction de la croissance due à la pandémie de COVID-19, la hausse de la pauvreté et des inégalités et stimuler une croissance durable et inclusive sur le continent. La ZLECAF, en vertu de laquelle le libre-échange a officiellement été instauré en janvier 2021, est l'un des projets phares de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui comprend divers objectifs en matière de croissance durable et inclusive. La croissance économique ne peut être inclusive que si elle réduit à la fois la pauvreté et les inégalités. « La ZLECAF a un immense potentiel pour stimuler la croissance économique et transformer les perspectives de développement du continent si des mesures supplémentaires sont prises pour réaliser et répartir équitablement ses nombreux avantages potentiels, car ces résultats ne viendront pas automatiquement » avait estimé M.Rebeca Grynspan, le Secrétaire Générale de la CNUCED. « La pauvreté et les inégalités ne sont pas inéluctables. Ils sont le produit de choix politiques et de politiques publiques. Ce rapport aidera les gouvernements africains et les partenaires de développement à mieux tirer parti de la ZLECAF pour lutter à la fois contre la pauvreté et les inégalités afin de garantir

que les bénéfices attendus du libre-échange soient plus inclusifs » avait-il expliqué. Selon la CNUCED, la croissance n'a été inclusive que dans 17 des 49 pays africains. Dans 18 pays africains, la croissance économique a permis de réduire la pauvreté, mais avec une hausse des inégalités. La croissance n'a pas été inclusive dans 14 pays. Ce constat soulève la question clé de savoir comment la croissance économique grâce à l'intégration régionale peut contribuer à la réduction de la pauvreté et favoriser le développement inclusif, un objectif principal de l'Agenda 2063. La croissance sans précédent de l'Afrique dans les années 2000 ne s'est pas traduite par une amélioration significative des moyens de subsistance de la plupart des Africains. En effet, l'écart de revenu entre les riches et les pauvres s'est creusé. Environ 34 % des ménages africains vivent en dessous du seuil de pauvreté international (1,9 dollars par jour) et environ 40 % de la richesse totale appartient à environ 0,0001 % de la population du continent.

Une croissance inclusive grâce au commerce intra-africain

Le rapport indique que la libéralisation du commerce, qu'elle soit bilatérale, régionale ou multilatérale, entraîne certaines pertes de recettes tarifaires et a des effets redistributifs. Cependant, l'intensification du commerce international peut également générer des retombées inter-régionales en terme de connaissances. Ceci pourrait accroître l'efficacité, permettre de diffuser la technologie et de redistribuer les richesses. Le commerce intra-africain est actuellement faible à 14,4% du total des exportations africaines. Il est composé à 61 % de produits transformés et semi-transformés, ce qui suggère des avantages potentiels plus élevés d'un commerce régional accru pour une croissance transformatrice et inclusive. Le rapport souligne que lorsqu'on considère le commerce transfrontalier informel, l'Afrique enregistre un commerce intra-régional plus élevé, en particulier dans l'agriculture. Le commerce transfrontalier informel peut représenter jusqu'à 90 % des flux commerciaux officiels dans certains pays et contribuer jusqu'à 40 % du commerce total au sein des communautés économiques régionales telles que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et le Marché commun de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA). Il fonctionne également comme un employeur de dernier recours pour de nombreux groupes vulnérables, ce qui en fait une importante source de revenus pour le segment le plus pauvre de la population et les groupes marginalisés comme les femmes et les jeunes.

Une opportunité inexploitée de 22 milliards de dollars

Le rapport constate que le potentiel d'exportation encore inexploité du continent s'élève à 21,9 milliards de dollars, soit 43% des exportations intra-africaines. Il indique qu'un potentiel d'exportation supplémentaire de 9,2 milliards de dollars peut être réalisé grâce à une libéralisation tarifaire partielle dans le cadre de la ZLECAf. Effectivement, et depuis la mise en place de cette zone de libre-échange, les échanges entre les pays africains ont augmenté de manière significative. En 2023, le commerce intra-africain a atteint 260 milliards de dollars, soit une hausse de 30 % par rapport à 2021. Cette croissance est portée par une augmentation des échanges de produits manufacturés, de produits agricoles et de services. Et même si aucun bilan chiffré et détaillé, notamment son apport pour un pays comme l'Algérie, des institutions internationales spécialisées considèrent que la ZLECAf pourrait permettre aux pays africains de faire sortir de l'extrême pauvreté 30 millions d'habitants et d'accroître le revenu de 68 millions d'autres personnes qui vivent avec moins de 5,50 dollars par jour. Sur les 450 milliards de dollars de gains potentiels, environ 300 milliards proviendraient des mesures de facilitation du commerce visant à lever les freins bureaucratiques et à simplifier les procédures douanières. Cependant, des défis persistent pour réaliser tous les objectifs assignés à cet ambitieux projet. On peut citer l'harmonisation des règles et réglementations commerciales, le développement des infrastructures de transport et de communication, mais aussi le renforcement des capacités des entreprises africaines.



Entreprises & Marchés

UE-Mercosur

Jeux et enjeux autour d'un accord

S'il y a bien un accord qui traîne dans le temps et qui n'arrive pas à connaître son épilogue est bien celui qui devrait lier les deux zones économiques U.E et le Mercosur. Un accord commercial a été négocié avec succès fin juin 2019 et fait partie d'un accord d'association global. Mais jusqu'à présent, les deux blocs économiques ne sont pas parvenus à un accord. Cela s'explique principalement par de fortes préoccupations environnementales de la part de certains pays de l'UE. À la mi-2023, l'UE a présenté une proposition d'accord supplémentaire prévoyant des sanctions en cas de non-respect des objectifs environnementaux. Les États du Mercosur ont rejeté les sanctions proposées par l'UE et ont présenté une contre-proposition en réponse. Bien que les négociations soient maintenant officiellement en cours, la résistance reste élevée dans les deux blocs commerciaux. En Europe, Un accord de libre-échange serait d'une grande importance pour l'économie allemande orientée vers l'exportation, car il lui donnerait le libre accès à un marché de plus de 250 millions de consommateurs, tout en sachant que l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay sont des marchés de vente importants pour l'économie allemande. Par contre, du côté français, les agriculteurs craignent surtout la concurrence de l'agriculture sud-américaine ; les Sud-Américains pourraient inonder le marché européen de prix bas pour leurs produits. Le président Emmanuel Macron pourrait donc y opposer son veto et stopper le projet. Du côté sud-américain, il y a un intérêt croissant pour la Chine. Entre-temps, les pays du Mercosur n'ont cessé d'élargir leurs liens avec la Chine et, à cet égard, le pays asiatique a le vent en poupe.

L'accord commercial entre l'UE et le Mercosur ne devrait pas être conclu avant les élections européennes prévues début juin de l'année en cours. Une fois l'accord conclu, l'accord créera l'une des plus grande zone de libre-échange au monde avec une population d'environ 800 millions d'habitants. En 2023, le volume des échanges commerciaux entre les deux blocs économiques s'élevait à 118,3 milliards de dollars : les importations de biens de l'UE vers le Mercosur se sont élevées à 60,2 milliards de dollars et les pays du Mercosur ont exporté pour 58,1 milliards de dollars de biens vers l'UE.

Démantèlement tarifaire complet avec périodes transitoires

Avec l'accord commercial, le Mercosur va libéraliser environ 90 % des importations de produits industriels en provenance de l'UE. En particulier, le démantèlement des droits de douane précédemment élevés sur les véhicules à moteur (principalement 35 %), les pièces automobiles (14 à 18 %), les machines (14 à 20 %), les produits chimiques (jusqu'à 14 %), les produits pharmaceutiques (jusqu'à 18 %) et les vêtements et chaussures (jusqu'à 35 %) devrait stimuler les exportations de l'UE de ces produits vers la région du Mercosur. Pour les secteurs sensibles, le Mercosur s'est réservé le droit à des périodes transitoires allant jusqu'à 15 ans. En contrepartie, environ 80 % des exportations de produits industriels du Mercosur vers l'UE pourront déjà être échangées en franchise de droits lorsque l'accord commercial entrera en vigueur. Le secteur alimentaire de l'UE, quant à lui, bénéficiera d'une réduction des droits de douane élevés du Mercosur sur des produits tels que le chocolat (20 %), le vin (20 à 27 %) et les spiritueux (20 %). En outre, le Mercosur s'engage à protéger les indications géographiques d'origine de 357 denrées alimentaires européennes, telles que le lard tyrolien, la bière de Munich ou le jambon de Parme.

Les normes élevées de l'UE en matière de sécurité alimentaire resteront inchangées. Les importations en provenance du Mercosur devront donc se conformer à ces normes à l'avenir. L'accord commercial prévoit également une coopération renforcée afin d'éliminer les obstacles techniques au commerce, tels que les certifications en double. Dans le domaine des marchés publics, les entreprises de l'UE ont accès aux appels d'offres publics dans les pays du Mercosur dans une mesure équivalente à celle des entreprises locales.

Enfin, et pour rappel, le Mercosur est l'alliance économique la plus importante d'Amérique latine. Les États membres sont le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Les pays du Mercosur protègent leur industrie nationale par des droits de douane élevés, parfois prohibitifs, et des barrières commerciales non tarifaires. Les entreprises de l'UE qui souhaitent fournir des produits au Mercosur doivent s'attendre à des droits d'importation élevés.



Entreprises & Marchés

Les échanges internationaux ralentissent

Le commerce des marchandises a connu la contraction la plus forte de ce siècle

Le volume du commerce mondial des marchandises devrait augmenter de 2,6% en 2024 et de 3,3% en 2025, après une baisse plus importante que prévu de -1,2% en 2023, selon les dernières prévisions du mois d'avril de l'organisation mondiale du commerce (OMC). La demande d'importations en termes réels a été faible en 2023 dans la plupart des régions, en particulier en Europe, mais aussi en Amérique du Nord et en Asie. Les principales exceptions ont été le Moyen-Orient et la région de la Communauté d'États indépendants (CEI), où il y a eu une poussée des importations. La croissance du PIB réel mondial aux taux de change du marché a ralenti, tombant de 3,1% en 2022 à 2,7% en 2023, mais devrait rester globalement stable au cours des deux prochaines années, à 2,6% en 2024 et à 2,7% en 2025. Le contraste entre la croissance régulière du PIB et le ralentissement du volume des échanges de marchandises est lié aux pressions inflationnistes, qui ont pesé sur la consommation de biens à forte intensité de commerce, en particulier dans les principaux pays négociants. La valeur en dollars du commerce mondial des marchandises a perdu 5% en 2023 pour s'établir à 24 010 milliards de dollars EU, mais cette baisse a été en grande partie compensée par une forte augmentation du commerce des services commerciaux, qui a progressé de 9% pour atteindre 7 540 milliards de dollars EU. La baisse des exportations de marchandises était en partie due à la chute des prix des produits de base, notamment le pétrole et le gaz. Les échanges de services commerciaux ont quant à eux été stimulés par la reprise des voyages internationaux et la forte progression des services fournis par voie numérique. Le commerce mondial a fait preuve d'une résilience remarquable ces dernières années, malgré plusieurs chocs économiques majeurs. À la fin de 2023, le volume des échanges de marchandises était en hausse de 6,3% par rapport à 2019. Les services commerciaux ont également augmenté, avec des valeurs annuelles en dollars EU en hausse de 21% entre 2019 et 2023. En 2024 et 2025, l'inflation devrait progressivement se tasser, permettant aux revenus réels de croître à nouveau dans les économies avancées, ce qui stimulera la consommation de produits manufacturés. Une reprise de la demande de produits marchands en 2024 est déjà perceptible. Cette progression est liée à l'augmentation de la consommation des ménages résultant de l'amélioration des perspectives de revenus.

Les risques qui pèsent sur les prévisions sont orientés à la baisse en raison des tensions géopolitiques actuelles et de l'incertitude politique. Le conflit au Moyen-Orient a perturbé les expéditions maritimes entre l'Europe et l'Asie, tandis que des tensions ailleurs pourraient entraîner une fragmentation des échanges. La montée du protectionnisme est un risque supplémentaire qui pourrait compromettre la reprise des échanges en 2024 et 2025, selon l'organisation internationale. Le commerce international, moteur essentiel de la prospérité mondiale depuis la chute du mur de Berlin, s'est grippé et devrait rester anémique dans les années à venir. En 2023, on estime que les échanges de biens et de services n'ont progressé que de 0,2 %, soit le rythme le plus lent depuis 50 ans, en dehors des récessions mondiales. Sans la croissance du commerce des services, les échanges auraient enregistré une baisse pure et simple, indique l'OMC. Le commerce des marchandises a en effet reculé d'environ 2 %, ce qui constitue la contraction la plus forte de ce siècle hors période de récession mondiale. La croissance du commerce s'améliorera cette année, mais elle restera inférieure de moitié au taux moyen enregistré au cours de la décennie précédant la pandémie. Fin 2024, le commerce mondial aura enregistré les cinq années de croissance les plus faibles depuis les années 1990. Des chiffres qui sont de mauvais augure pour le niveau de vie des populations partout dans le monde, selon la même source. A en croire les données de l'OMC, l'expansion rapide du commerce mondial après 1990 a permis à un milliard de personnes de s'affranchir de l'extrême pauvreté, comme elle a stimulé la croissance des économies en développement, permettant à nombre d'entre elles de réduire l'écart de revenu avec les économies plus riches.

Les accords commerciaux régionaux sont en perte de vitesse

Face aux prévisions moroses du commerce mondial, l'OMC recommande à la communauté internationale de commencer par renforcer l'ordre international fondé sur des règles. « Les décideurs politiques devraient s'attacher à réaffirmer les principes fondamentaux : la nécessité d'abaisser les barrières commerciales, d'éviter les politiques nationales qui faussent la concurrence et d'instaurer des règles du jeu équitables et inclusives dans le commerce international » indique l'OMC. Au niveau national, l'organisation internationale estime qu'il est temps que les pays se défassent de leur engouement pour les restrictions commerciales, « dont les coûts à long terme sont souvent nettement supérieurs aux potentiels avantages à court terme ». Les récentes restrictions commerciales n'ont que peu modifié les interdépendances qui prévalent entre les pays, note-t-elle. Les pays optent de plus en plus pour des restrictions commerciales, un signe inquiétant pour la croissance mondiale.

Des concepts apparemment inoffensifs, comme la « délocalisation amicale » et la « délocalisation de proximité », peuvent eux aussi être contre-productifs. Ces mesures peuvent être motivées par le désir compréhensible de protéger les chaînes d'approvisionnement. En réalité, les chaînes d'approvisionnement mondiales diversifiées sont davantage des sources de résilience que de vulnérabilité. À long terme, les efforts visant à réduire les chaînes d'approvisionnement mondiales risquent d'affaiblir la croissance potentielle en limitant la diffusion des technologies internationales, en réduisant l'efficacité et en faisant grimper les coûts. Les décideurs politiques qui entravent le commerce international se tirent une balle dans le pied. Il est temps, en outre, que les pays relancent le processus d'élargissement des accords commerciaux. Même dans un contexte mondial incertain pour le commerce, certains pays ont réussi à conclure de nouveaux accords importants. La Zone de libre-échange continentale africaine, qui est entrée en vigueur en mai 2019 avec 22 signataires, s'est depuis élargie et comprend désormais 47 pays. Il s'agit de la plus grande zone de libre-échange par le nombre de pays participants.

Enfin, l'OMC recommande aux gouvernements du monde entier de redoubler d'efforts pour donner un nouveau souffle au commerce mondial. Pour ce faire, ils doivent réduire les incertitudes liées à la politique commerciale, chercher de nouvelles voies pour développer le commerce international et restaurer le système commercial mondial fondé sur des règles. Les récentes attaques contre des navires commerciaux en mer Rouge ont gravement affecté le transport maritime par le canal de Suez, ajoutant aux défis géopolitiques et climatiques auxquels sont confrontés le commerce mondial et les chaînes d'approvisionnement. Cette évolution vient s'ajouter aux perturbations en cours dans la mer Noire en raison de la guerre en Ukraine, qui a entraîné des changements sur les routes commerciales du pétrole et des céréales, modifiant les schémas établis. En outre, le canal de Panama, artère essentielle reliant les océans Atlantique et Pacifique, est confronté à un autre problème : la baisse du niveau d'eau. Celle-ci a suscité des inquiétudes quant à la résilience à long terme des chaînes d'approvisionnement mondiales, soulignant la fragilité de l'infrastructure commerciale mondiale.



Conjoncture

Perspectives de l'économie allemande en 2024

Une sensible reprise conjoncturelle attendue

Avec 84,6 millions d'habitants en 2023, l'Allemagne est le pays le plus peuplé de l'Union européenne. Avec un PIB de 4 121 Md€ en 2023, l'Allemagne est passée en 2023 de 4ème à 3ème puissance économique mondiale derrière les Etats-Unis et la Chine et désormais devant le Japon. L'économie allemande se caractérise par une forte industrie : l'industrie manufacturière représente, en 2023, 20,8 % de la valeur ajoutée brute (VAB) et emploie 16,3 % de la population active. Comme dans tous les pays avancés, le secteur des services constitue cependant le secteur économique majeur (68,5 % de la VAB et 75,3 % de la population active). L'Allemagne présente également une économie très internationalisée. Ses exportations de biens et services représentent 50,9 % du PIB en 2022. Le pays est classé au troisième rang des exportateurs et des importateurs mondiaux de biens en 2022.

Cependant, l'Allemagne a été marquée par une contraction de son activité économique en 2023. Le PIB a reculé de -0,2 % en 2023, notamment du fait de la faiblesse de la consommation privée et du fort ralentissement observé dans le secteur de la construction. Le commerce extérieur est également resté peu dynamique : la contribution positive de la composante extérieure à l'évolution du PIB a résulté d'un recul plus important des importations que des exportations. Fin 2023, l'activité dépassait de peu son niveau de 2019 (+0,1 % au quatrième trimestre 2023 par rapport au quatrième trimestre 2019). En revanche, le marché du travail allemand se montre résilient : le pays jouit d'un nombre record de personnes en emploi (45,9 millions en 2023 contre 45,3 millions en 2019) et d'un taux de chômage bas (3,0 % selon la méthodologie OIT). L'inflation s'est maintenue à un niveau élevé en 2023 en comparaison européenne : la hausse des prix a atteint 6,0 % en Allemagne, contre 5,4 % en moyenne annuelle dans la zone euro. L'activité devrait rester atone en 2024. Dans le cadre de son rapport économique annuel paru en février 2024, le gouvernement a abaissé sa prévision de croissance pour 2024 à 0,2 %, invoquant notamment l'instabilité de l'environnement économique mondial, l'atonie du commerce

extérieur et des taux d'intérêt élevés pesant sur l'investissement. Cette prévision est proche de celles de la Commission européenne de février 2024 (0,3 %) et du diagnostic commun des instituts économiques allemands de mars 2024 (0,1 %).

Après le faible trimestre de fin d'année, aucune reprise conjoncturelle sensible de l'économie allemande n'est visible au début de l'année 2024. Il est vrai que la production industrielle et la construction, en raison des bonnes conditions météorologiques, ont affiché des tendances positives au début de l'année. Le commerce de biens allemand et notamment les exportations ont également enregistré de nettes hausses au début de l'année. Ces évolutions s'opposent cependant en partie aux fortes chutes de la fin de l'année 2023.

Parallèlement, les entrées de commandes dans les industries manufacturières, sans tenir compte des grandes fluctuations mensuelles dues aux grandes commandes, continuent d'afficher une tendance à la baisse en janvier et les chiffres d'affaires dans le commerce de détail ont de nouveau baissé au début de l'année. Les indicateurs provisoires basés sur le climat des affaires ne présentent pas encore actuellement de renversement durable de tendance. Selon l'indice ifo du climat des affaires, le climat dans les entreprises s'est certes légèrement éclairci en février. Les entreprises évaluent les perspectives des prochains mois comme plus positives, mais la situation reste tout de même morose. Compte tenu des délais de livraison prolongés suite aux attaques de navires en mer Rouge et aux grèves ferroviaires, l'institut ifo observe également une légère détérioration des livraisons de matériaux.

Le climat dans les ménages privés allemands, illustré par l'indice du climat de consommation de l'institut GfK et le baromètre de la consommation de la HDE, s'est dernièrement stabilisé à un niveau bas. Cependant, la propension à l'achat reste, malgré les attentes plus optimistes en matière de revenus, à un niveau bas, tandis que la propension à l'épargne a atteint le niveau le plus élevé depuis juin 2008.

Compte tenu de la situation encore relativement faible des indicateurs et de l'incertitude élevée persistante des ménages privés ainsi que des entreprises, la plupart des instituts de recherche économique tablent dans leurs prévisions conjoncturelles les plus récentes sur une nouvelle baisse légère du produit intérieur brut au premier trimestre de 2024. C'est seulement au cours de l'année qu'une reprise conjoncturelle sensible est attendue suite à la baisse des taux d'inflation, à l'augmentation des salaires et des revenus, à l'évolution stable du marché du travail et à des impulsions croissantes données par les échanges extérieurs.

Des signes positifs émis par le commerce extérieur

En janvier, les exportations nominales de marchandises et de services ont nettement augmenté par rapport au mois précédent en données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires après une baisse en décembre (+3,7 %, décembre : -5,0 %). La hausse des exportations de marchandises était surtout due aux échanges commerciaux avec des pays de l'UE (+8,9 %), mais aussi avec des États hors de l'UE (+3,1 %). Les importations nominales de biens et de services ont de nouveau légèrement augmenté après une nette baisse en décembre (+1,1 %, décembre : -6,3 %). Cette reprise était entraînée par le commerce de marchandises avec des pays de l'UE, où les importations ont augmenté de 10,8 % par rapport au mois précédent. Les importations avec des États tiers ont diminué de 4,5 %. Dans le contexte de l'augmentation des exportations par rapport aux importations, l'excédent de la balance commerciale est passé de 19,6 milliards d'euros en octobre à 23,9 milliards d'euros en janvier en données corrigées des variations saisonnières.

Les indicateurs provisoires actuels envoient des signaux positifs prudents en faveur d'une stabilisation du commerce extérieur. En février, les attentes en matière d'exportations de l'institut ifo se sont légèrement améliorées (de -8,5 points à -7,0 points). Tandis que les attentes en matière d'exportations se sont améliorées dans la branche électronique, elles se sont détériorées pour les fabricants de véhicules importants. Dans le secteur de la construction mécanique, elles ont même atteint la valeur la plus basse depuis juin 2020. Les entrées de commandes provenant de l'étranger laissent présager, malgré de fortes fluctuations, une stabilisation à un niveau bas.

Enfin, il y a lieu de noter que les signaux positifs prudents envoyés par les indicateurs provisoires soutiennent les attentes des prévisions annuelles d'une reprise modérée des exportations au cours de l'année. Des risques demeurent toutefois en raison des tensions géopolitiques persistantes et d'une dégradation économique avec des pays partenaires commerciaux importants comme la Chine.



Conjoncture

Echanges commerciaux entre l'Algérie et l'Allemagne

En deçà des opportunités existantes

Les relations économiques entre l'Algérie et l'Allemagne ne cessent de se développer. L'ambition de les propulser à la hauteur du potentiel existant entre les deux pays est réaffirmée des deux côtés ces derniers temps. D'autant plus que les deux pays entretiennent de très bonnes relations politiques depuis de longue date. Mais le constat est partagé, les deux pays peuvent mieux faire en terme de coopération économique. En effet, seulement une soixantaine de sociétés allemandes activent encore en Algérie, alors que le marché algérien est « prometteur et porte de l'Afrique » comme l'ont rappelé à maintes fois les pouvoirs publics. Cependant, des promesses du renforcement des échanges commerciaux ont été à l'ordre du jour des multiples rencontres au plus haut sommet de l'Etat des deux pays ces derniers temps. Pour l'heure, le secteur énergétique semble intéresser plus la partie allemande, puisque l'essentiel des exportations algériennes vers l'Allemagne sont le gaz naturel et l'hydrogène vert. En effet, un accord a été signé en février dernier pour marquer le début des livraisons de gaz algérien vers l'Allemagne. Un accord a également ouvert la voie à une coopération accrue dans la production de l'hydrogène vert. En 2023, l'Algérie a expédié un total de 30,4 milliards de mètres cubes de gaz par pipeline vers l'Italie et l'Espagne, et ses exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) ont atteint 13,2 millions de tonnes métriques, dont 11,9 millions destinées à l'Europe. L'hydrogène vert est au cœur des discussions entre l'Algérie et l'Allemagne dont l'ambition est de s'en approvisionner à faible coût de l'Algérie pour atteindre ses objectifs de neutralité carbone. Par contre du côté allemand, plusieurs produits sont exportés vers l'Algé-

rie même si les quantités restent relativement modestes. L'on peut citer les avions, hélicoptères et engins spatiaux puisque l'industrie aérospatiale allemande est également un secteur d'exportation majeur. Des pièces de moteur et instruments médicaux, mais également du pétrole raffiné et gaz de pétrole. Il est également important de noter que plusieurs entreprises allemandes ont exprimé leur intérêt pour la délocalisation de leurs activités en Algérie, notamment dans les domaines du bois, de la menuiserie moderne, du textile et du cuir, de la mécanique, de la métallurgie et de l'usinage. La partie allemande a également proposé des investissements dans l'industrie automobile (véhicules et camions). Cela pourrait potentiellement augmenter le volume des produits allemands importés en Algérie à l'avenir.

L'Algérie a importé pour 5,3 millions de DA depuis l'Allemagne en 2022

En 2022, l'excédent de la balance commerciale de l'Algérie a atteint 24 milliards de dollars, un record après presque sept ans de déficit. Le dynamisme de ce solde résulte de rebondissement des exportations de l'Algérie qui augmente de 80,2% par rapport à l'année précédente et une évolution modérée des importations de 3,4%. En effet en 2022, les exportations de marchandises ont atteint 63 milliards de dollars (dont 56,7 milliards de dollars sont des hydrocarbures) contre 35 milliards de dollars en 2021. Cette hausse est à l'évidence intégralement expliquée par la hausse des prix internationaux des hydrocarbures. Les exportations des produits hors hydrocarbures ont été marquées par une hausse appréciable à partir de l'année 2021, passant de 2 milliards de dollars en 2020 à 5 milliards de dollars en 2021 pour atteindre les 6,6 milliard en 2022, soit une évolution de 191% entre 2020 et 2022. Les exportations Algériennes sont essentiellement des engrais (21%), des dérivés des hydrocarbures (18%) et de l'acier (5%). Les importations ont atteint 39 milliards de dollars en 2022 contre 37,7 milliards de dollars en 2021 avec une hausse de 3,4%. Les marchandises importées sont représentés à 74% par trois groupes : Les produits alimentaires leurs parts dans les importations globales est de 27,8% durant l'année 2022 enregistrent une hausse de 17,2% avec une valeur de 10,9 milliards de dollars.

Les demi-produits enregistrent une hausse de 31% par rapport à l'année 2021 avec une part de 25,7% du total des importations de marchandises (10 milliards de dollars). Les équipements industriels enregistrent une baisse de 20,3% par rapport à l'année 2021 leur poids dans les importations totales de marchandises représente 20,6% avec une valeur de 8 milliards de dollars. Ces évolutions conjointes des exportations et des importations permettent de constater l'amélioration du taux de couverture des importations par les exportations passant de 93% en 2021 à 162% en 2022.

Les pays de l'Union Européenne demeurent les principaux partenaires de l'Algérie, avec plus de la moitié des exportations (62,7%) soit 39,6 milliard de dollars et 34,6% des produits importés (13,5 milliards de dollars) en 2022. La chine est le premier fournisseur de l'Algérie avec 17,5% du total des importations. Les importations depuis le Maghreb, les pays Arabes et de l'Afrique ont progressé en 2022 avec respectivement 64,2%, 29,5% et 25,4%. Les exportations de l'Algérie vers l'Afrique et le Reste du monde enregistrent de fortes évolutions par rapport à l'année précédente de 103,2 % et 165,6% respectivement. Enfin, il y a lieu de préciser que l'Algérie a importé en 2022 pour 34,6 millions de DA depuis l'U.E dont 5,3 millions de DA depuis l'Allemagne.

Matthias Schäfer

157 rue Mohamed Zekkal
El Madania, Alger
+213 (0) 44 192 505
kasalgerie@kas.de

Éditeur : Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie, 2024, Alger

Cette publication de la Konrad-Adenauer-Stiftung e.V. est uniquement à titre informatif.
Il ne peut pas être utilisé par des partis politiques, des militants électoraux ou des contributeurs à l'intention de publicité électorale. Cela s'applique aux élections du Bundestag, du Landtag et locales ainsi qu'aux élections au Parlement européen.



Le contenu de cette œuvre est sous licence « Creative Commons Attribution Partage dans les mêmes conditions 4.0 international » CC BY-SA 4.0 (disponible sur : <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.de>)

Crédits photos
© stock.adobe.com